

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Cellule Environnement SUD

2 rue Jean Richepin - BP 60079
66050 Perpignan Cedex

Perpignan, le 21/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ISOCAB FRANCE SAS

ZI Grande Synthe -3 Rue Charles Fourier
CS 30142
59760 Grande-Synthe

Références : 2023 – 182 – PR/EX
Code AIOT : 0006603330

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/12/2023 dans l'établissement ISOCAB FRANCE SAS implanté 142 Rue Panhard et Levassor Espace Polygone 66000 Perpignan. L'inspection a été annoncée le 23/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre de l'arrêté préfectoral du 14/12/2021 mettant en demeure la société ISOCAB France, exploitant une installation de fabrication de panneaux sandwich, de respecter les prescriptions applicables à ses installations situées à Perpignan. Cette mise en demeure fait suite aux non-conformités relevées lors de la précédente visite d'inspection du 22/06/2021.

Lors de l'inspection du 23/06/2022, 3 non-conformités persistantes font l'objet de propositions de suites administratives, à savoir l'arrêté préfectoral n° 2022221-0001 du 9 août 2022 rendant redevable d'une astreinte administrative la SAS ISOCAB France pour non-respect de l'arrêté préfectoral du 14/12/2021 mettant en demeure la société ISOCAB France, exploitant une installation de fabrication de panneaux sandwich, de respecter les prescriptions applicables à ses installations situées à Perpignan.

La présente inspection dite de récolement, a pour objet de vérifier la situation de l'installation au regard des 3 non-conformités persistantes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ISOCAB FRANCE SAS
- 142 Rue Panhard et Levassor Espace Polygone 66000 Perpignan
- Code AIOT : 0006603330
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Historique Industriel:

La société Isocab est spécialisée dans la fabrication de panneaux sandwich isolant. Fondée en 1973, l'entreprise fait partie du Groupe Kingspan depuis 2012. Ces panneaux sont destinés aux installations frigorifiques pour l'industrie alimentaire et le commerce de détail, y compris les usines de transformation, les restaurants, les supermarchés et les installations de stockage.

La société ISOCAB France exploite une usine de fabrication de panneau sandwich en mousse polyisocyanurate ou laine de roche située Espace Polygone, 142, rue Panhard et Levassor à Perpignan.

L'usine s'est installée en 2001 sous le régime de la déclaration puis a fait l'objet d'une régularisation administrative en 2008 qui a abouti à l'arrêté préfectoral du 6 avril 2009.

Initialement l'activité était réalisée à l'aide d'une unique ligne de fabrication assurant aussi bien la production de panneaux en laine de roche que celle de panneaux en mousse isolante.

Une 2ème ligne de fabrication de panneaux en mousse isolante en polyisocyanurate a été mise en service en 2017.

Historique administratif:

- Récépissé de déclaration n°3070 du 28/03/2001 concernant les installations répertoriées sous les rubriques 2261.1b, 2663.1b, 1412.2b, 1158.3, 2560.2, 2920.2b, 2910.A2
- Arrêté d'autorisation n°2009 096-03 du 06/04/2009
- Courrier préfecture du 01/04/2011 actant le bénéfice d'antériorité pour la rubrique 2663.1b
- Courrier préfecture du 06/12/2013 actant le bénéfice d'antériorité pour la rubrique 3410.h (rubrique IED). Le code et le nom du BREF déclenchant le réexamen sont respectivement « POL » et « Fabrication de polymère »
- Courrier préfecture du 24/10/2014 actant le bénéfice d'antériorité pour la rubrique 2661.1a (E)
- Preuve de dépôt n° 2016 0055 – déclaration du bénéfice des droits acquis pour les rubriques 4739-2 (D), 4331 (NC), 4731 (NC), 4725 (NC), 4719 (NC), 4802 (NC)
- Preuve de dépôt n° 2016 0110 – déclaration du bénéfice des droits acquis pour la rub 2566.1b (D)
- Arrêté préfectoral complémentaire (APC) n°2019267-0001 du 24/09/2019 modifiant l'AP n°2009 096-03 du 06/04/2009

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- recollement des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14/12/2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

1. « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
2. « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
3. « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la réunion de clôture de l'inspection, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾
1	Recollement du fait non-conforme n°5	AP de Mise en Demeure du 14/12/2021, article 1	Levée partielle d'astreinte
3	Recollement du fait non-conforme n°7	AP de Mise en Demeure du 14/12/2021, article 1	Levée partielle d'astreinte

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Recollement du fait non-conforme n°6	AP de Mise en Demeure du 14/12/2021, article 1	Levée d'astreinte

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le résultat de la visite, 2 faits « avec suites administratives » ont été relevés et sont récapitulés dans le tableau des points de contrôle.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/12/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, APC du 24/09/2019, article 10 échéancier « Niveaux acoustiques »
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 1 an à compter de l'inspection du 22/06/2021, la société ISOCAB doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • justifier de la mise en conformité de l'installation par rapport aux valeurs limites fixées par le chapitre 6.2 « Niveaux acoustiques » • transmettre une nouvelle mesure de la situation acoustique prévue par l'article 9.2.6 de l'AP, effectuée par un organisme ou une personne qualifiée, justifiant la conformité sonore des installations. <p><i>Article 10 échéancier « Niveaux acoustiques » de l'arrêté complémentaire du 24/09/2019 :</i></p> <p><i>Le délai de mise en conformité de l'installation par rapport aux valeurs limites fixées par le chapitre 6.2 « Niveaux acoustiques » est fixé à la fin de l'année 2020.</i></p> <p><i>A cette échéance l'exploitant transmettra une nouvelle mesure de la situation acoustique prévue par l'article 9.2.6 de l'arrêté préfectoral n°2009 096 03 de 06/04 /2009 susvisé, effectuée par un organisme ou une personne qualifiée, justifiant la conformité sonore des installations.</i></p> <p>Constats :</p> <p>L'article 2 « Astreinte journalière relative au respect de l'article 10 de l'APC du 24/09/2019 - échéancier niveau acoustique » de l'arrêté préfectoral n° 2022221-0001 du 9 août 2022, rend redevable la société ISOCAB d'une astreinte administrative d'un montant journalier de 50 € (cinquante euros) jusqu'à complète satisfaction des prescriptions de l'article 10 de l'APC du 24/09/2019.</p> <p>Par courriel du 7 juillet 2023, l'exploitant a transmis un point d'avancement sur les 3 non-conformités sous astreinte administrative.</p> <p>Un caisson acoustique a été installé depuis le 05 octobre 2022 autour du dépoussiéreur (principale source de bruit). Par la suite, les mesures de bruit réalisées démontrent une baisse de 6 dB de façon générale, permettant la mise en conformité les émissions de bruit dans toutes les configurations en journée.</p> <p>Toutefois, un dépassement persiste la nuit sur les installations de laine de roche uniquement. A noter qu'il est constaté une baisse des émissions de 15 dB à 9 dB.</p> <p>En parallèle, l'exploitant a informé l'inspection que la baisse d'activité dans son domaine, a fait diminuer les temps de production depuis le 23 septembre 2022. Aucune des lignes de production ne fonctionnent de 22h à 6h du matin. A ce titre, l'exploitant sollicite de reconsidérer l'astreinte journalière en rapport aux nuisances sonores pour la période du 23 septembre 2022 au 19 juin 2023, pendant laquelle il n'y a eu aucune émission de bruit en période nocturne.</p> <p>Un retour d'exploitation en 3 équipes avec une production de nuit, a été nécessaire à partir du 19 juin 2023 et pour une durée indéterminée à ce jour.</p> <p>Afin de justifier la conformité des émissions de jour, l'exploitant a présenté en séance le rapport du bureau d'étude GAMBA en date du 29 novembre 2022 concluant :</p> <p>En limite de propriété, les émissions sonores du site, <u>sont conformes</u> aux valeurs réglementaires au Point 2 en période diurne et nocturne.</p> <p>En Zones à Émergences Réglementées, Point 01, les émissions sonores <u>sont conformes</u> aux exigences réglementaires au Point 1 en période diurne.</p> <p>En Zones à Émergences Réglementées, Point 01, les émissions sonores <u>ne sont pas conformes</u> aux exigences réglementaires au Point 1 en période nocturne.</p> <p>En Zones à Émergences Réglementées, le fonctionnement du site n'engendre pas de tonalités marquées au sens de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Lors du contrôle, l'inspection a constaté sur site que l'isolation phoniquement du dépoussiéreur actuel permet une diminution flagrante des émissions de bruit.</p>

La société ISOCAB poursuit sa recherche pour diminuer les émissions de bruit en période nocturne. L'exploitant prévoit en substitution du dépoussiéreur actuel, la mise en place de 3 dépoussiéreurs dans le bâtiment aux points de captage, couplés à 2 roto-compacteurs pour la mise en balles de laine de roche destinées au recyclage. Cette solution lèverait la non-conformité des émissions sonores nocturnes, mais également limiterait les problématiques suivantes:

- envol des poussières aspirées;
- solutions d'exutoire pour recycler ou gérer nos poussières de laine (recyclage des balles de poussières de laine de roche compactées);
- usure prématurée de nos tuyaux d'aspiration, percés par l'abrasivité de la laine.

En conclusion, les aménagements réalisés ont permis la mise en conformité des émissions sonores en journée et une baisse significative en période nocturne. La mise de demeure est partiellement levée pour ce point et l'astreinte administrative se poursuit jusqu'à satisfaction de la mise en demeure.

En application de l'article L171-8 du Code de l'environnement, le service d'inspection propose de lever partiellement l'astreinte journalière, applicable à partir de la notification de la décision, soit du 9 août 2022 jusqu'à la conformité des émissions sonores en journée justifiée par le rapport du bureau d'étude GAMBA en date du 29 novembre 2022.

Le montant de l'astreinte est calculé en considérant 112 jours de différence pour un montant de 50 € par jour, soit 6100 €.

Un projet d'arrêté préfectoral rédigé en ce sens est joint au présent rapport.

A noter qu'en application de l'article L171-8 4° du Code de l'environnement, l'astreinte est proportionnée à la gravité des manquements constatés et tiennent compte notamment de l'importance du trouble causé à l'environnement. Ainsi, lorsqu'il sera procédé au solde de la mesure ordonnée, le montant de l'astreinte pourra être réévalué à partir de la date du rapport du bureau d'étude GAMBA, justifiant la mise en conformité des émissions sonores en journée, jusqu'à la conformité des émissions sonores en période nocturne (en ZER).

Enfin, il est rappelé que le dépassement des émissions sonore par rapport aux valeurs limites réglementaires, ne fait pas l'objet de plainte de voisinage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte, Levée d'astreinte

N° 2 : Recollement du fait non-conforme n°6

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/12/2021, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, AP du 06/04/2009, article 7.6.3 "rétentions"

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 1 an à compter de l'inspection du 22/06/2021, la société ISOCAB doit justifier que tous les stockages fixes ou temporaires de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols sont associés à une rétention.

Article 7.6.3 "rétentions" de l'arrêté du 06/04/2009 :

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention [...]

Constats :

L'article 3 « Astreinte journalière relative au respect de l'article 7.6.3 de l'AP du 06/04/2009 - rétentions » de l'arrêté préfectoral n° 2022221-0001 du 9 août 2022, rend redevable la société ISOCAB d'une astreinte administrative d'un montant journalier de 50 € (cinquante euros) jusqu'à complète satisfaction des prescriptions de l'article 7.6.3 de l'AP du 06/04/2009.

Par courriel du 7 juillet 2023, l'exploitant a justifié de la création d'une rétention d'une dimension de 17m x 8m x 1,20m, pouvant contenir l'ensemble des IBC de stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols. Deux regards sont mis en place en cas de déversement dans la rétention.

<p>Le procès verbal de réception des travaux de la société GM Structure présenté en séance, justifie la mise en service du dispositif en date du 11 janvier 2023. Lors du contrôle, l'inspection a constaté sur site la présence du dispositif levant la non-conformité.</p> <p>En application de l'article L171-8 du Code de l'environnement, le service d'inspection propose le recouvrement du solde de l'astreinte journalière applicable à partir de la notification de la décision, soit du 9 août 2022 jusqu'à la satisfaction de la mise en demeure ou de la mesure ordonnée en date du 11 janvier 2023.</p> <p>Le solde de l'astreinte a été calculé en considérant 155 jours de différence pour un montant de 50 € par jour, soit 7750 €.</p> <p>Un projet d'arrêté préfectoral rédigé en ce sens est joint au présent rapport.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée d'astreinte

N° 3 : Recollement du fait non-conforme n°7

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/12/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, AP du 06/04/2009, article 8.1.7 "aménagement et organisation des stockages"
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 1 an à compter de l'inspection du 22/06/2021, la société ISOCAB doit justifier que le stockage de diisocyanate de diphénylméthane est conforme.</p> <p><i>Article 8.1.7 "aménagement et organisation des stockages" de l'arrêté du 06/04/2009 :</i> <i>Eu égard à la forte réactivité du diisocyanate de diphénylméthane avec de nombreux produits, les récipients contenant ce produit sont stockés dans un local spécifique séparé et isolé des ateliers de fabrication et d'autres stockages de produits incompatibles.[...]</i> <i>Le stockage du diisocyanate de diphénylméthane s'effectue dans des récipients inertes au produit.</i> <i>Le diisocyanat de diphénylméthane polymérique (PMDI) est stocké en cuves aériennes étanches sous légère pression d'azote ou d'air sec (point de rosée de l'atmosphère inférieure à 40 °C). [...]</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'article 4 « Astreinte journalière relative au respect de l'article 8.1.7 de l'AP du 06/04/2009 - aménagement et organisation des stockages » de l'arrêté préfectoral n° 2022221-0001 du 9 août 2022, rend redevable la société ISOCAB d'une astreinte administrative d'un montant journalier de 50 € (cinquante euros) jusqu'à complète satisfaction des prescriptions de l'article 8.1.7 de l'AP du 06/04/2009.</p> <p>Par courriel du 7 juillet 2023, l'exploitant a informé l'inspection de l'avancement de la mise en conformité. L'étude pour l'installation d'un générateur d'Azote et les modifications de tuyauterie nécessaires, ont rendu le projet plus complexe que prévu. La mise en conformité initialement programmée en décembre 2023 est reportée au premier trimestre 2024.</p> <p>A ce jour, l'exploitant précise que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les entreprises pour le projet sont sélectionnées et les devis réalisés ; - l'investissement de 200 000 euros est validé par KINGSPAN ; - les schémas du projet sont validés ; - la commande est passée pour le générateur d'Azote. <p>La mise de demeure est partiellement levée pour ce point et l'astreinte administrative se poursuit jusqu'à satisfaction de la mise en demeure.</p> <p>En application de l'article L171-8 du Code de l'environnement, le service d'inspection propose de lever partiellement l'astreinte journalière, applicable à partir de la notification de la décision, soit du 9 août 2022 jusqu'au rapport d'installation du générateur d'Azote transmis postérieurement à la visite et en date du 20 décembre 2023.</p>

<p>Le montant de l'astreinte est calculé en considérant 498 jours de différence pour un montant de 50 €/jour, soit 24900 €.</p> <p>Un projet d'arrêté préfectoral rédigé en ce sens est joint au présent rapport.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Astreinte, Levée d'astreinte</p>